



**PRÉFET
DES CÔTES-
D'ARMOR**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Sous-préfecture de Dinan

DECISION

La Commission Départementale d'Aménagement Commercial des Côtes d'Armor,

Aux termes du procès-verbal de la réunion en date du 8 octobre 2021, sous la présidence de M. le Sous-Préfet de Dinan ;

VU le code de commerce ;

VU le code général des collectivités territoriales, notamment les articles L 2122-17, L 2122-18 et L 5211-9 ;

VU la Loi n° 2014-626 du 18 juin 2014 relative à l'artisanat, au commerce et aux très petites entreprises, notamment son chapitre III ;

VU la Loi n° 2018-1021 du 23 novembre 2018 portant Évolution du Logement, de l'Aménagement et du Numérique (ELAN) ;

VU le décret n° 2019-331 du 17 avril 2019 relatif à la composition et au fonctionnement des commissions départementales d'aménagement commercial ;

VU le décret n° 2019-563 du 7 juin 2019 relatif à la procédure devant la Commission nationale d'aménagement commercial et au contrôle du respect des autorisations d'exploitation commerciale ;

VU l'arrêté préfectoral du 19 avril 2021 portant renouvellement des membres de la commission départementale d'aménagement commercial et d'aménagement cinématographique des Côtes d'Armor ;

VU l'arrêté préfectoral du 29 juin 2021 portant délégation de signature à M. Bernard Musset, sous-préfet de Dinan ;

VU l'arrêté préfectoral du 19 août 2021 portant composition de la Commission Départementale d'Aménagement Commercial des Côtes d'Armor pour l'examen de la demande sous-visée ;

VU la demande déposée le 26 juillet 2021, et complétée le 18 août 2021 par la Société Comptoir électronique d'Armor représentée par M. Laurent Lemarie, en vue de la création d'un magasin à l enseigne « Boulanger » d'une surface de vente de 866 m², zone du chène vert, rue du Grippet à Plérin (22190) ;

VU le rapport d'instruction présenté par le représentant du Directeur départemental des Territoires et de la Mer des Côtes d'Armor ;

VU les résultats des votes exprimés lors de la Commission Départementale d'Aménagement Commercial du 8 octobre 2021 ;

CONSIDÉRANT que cette création respecte les orientations du Schéma de Cohérence Territorial (SCOT) ;

CONSIDÉRANT que cette création respecte les critères énoncés à l'article L.752-6 du code de commerce ;

CONSIDÉRANT que le projet permet d'occuper une cellule commerciale vacante ;

CONSIDÉRANT que le projet permet de rééquilibrer l'offre commerciale de la zone ;

A RENDU une **décision favorable** à la demande de la Société Comptoir Electronique d'Armor.

Ont voté pour le projet :

M. Ronan Kerdraon, maire de Plérin.

M. Vincent Alleno, vice-président de Saint-Brieuc Armor Agglomération.

Mme Nathalie Beauvy, vice-présidente au PETR (pays de Saint-Brieuc).

Monsieur Loïc Raoult, Président de l'AMF 22, représentant des maires au niveau départemental.

M. Gérard Clément, UFC QUE CHOISIR, consommation.

M. Mickaël Chevalier, représentant des intercommunalités au niveau départemental.

M. Jean Olu, commissaire-enquêteur au développement durable.

M. Joseph Even, commissaire enquêteur en matière de consommation (CLCV).

M. Benoit Moreira Conseil d'architecture, d'urbanisme et de l'environnement (CAUE).

Délais et voies de recours : Articles L 752-17, R 752-45 à R 752-48 du Code de commerce


Conformément aux dispositions de l'article L 752-17 du code de commerce, à l'initiative du préfet, du maire de la commune d'implantation, du président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'aménagement de l'espace et de développement dont est membre la commune d'implantation du projet autorisé, de celui compétent en matière de schéma de cohérence territoriale auquel adhère la commune d'implantation ou du président du syndicat mixte compétent en matière de schéma de cohérence territoriale, et de toute personne ayant intérêt à agir, la décision de la commission départementale d'aménagement commercial peut, dans un délai d'un mois, faire l'objet d'un recours devant la Commission nationale d'aménagement commercial. La commission nationale se prononce dans un délai de quatre mois à compter de sa saisine. Sous peine d'irrecevabilité, chaque recours est accompagné des motivations et de la justification de l'intérêt à agir du requérant. La saisine de la commission nationale est un préalable obligatoire à un recours contentieux à peine d'irrecevabilité de ce dernier. Les recours administratifs exercés auprès de la Commission nationale d'aménagement commercial sont adressés par lettre recommandée avec avis de réception auprès de son Président : Teledoc 121 – bâtiment Sieyes – 61, boulevard Vincent Auriol – 75703 Paris Cedex 13.

Dinan, le 8 octobre 2021

Pour le Préfet et par délégation

Le Sous-Préfet de Dinan

**Président de la commission départementale
d'aménagement commercial**



Bernard Musset